

Le prochain sommet du COMESA délocalisé de Bujumbura à Lusaka

@rib News, 31/07/2017 – Source Belga Le Burundi, petit pays d'Afrique centrale plongé depuis plus de deux ans dans une profonde crise politique, n'est pas en mesure d'accueillir le prochain sommet des dirigeants du Marché commun des États d'Afrique australe et de l'Est (Comesa), qui se tiendra dès lors en Zambie, a rapporté dimanche le site d'informations SOS Medias Burundi, citant des sources officielles. Dans une correspondance adressée au ministre burundais du Commerce et du Tourisme, le secrétariat général du Comesa estime que le Burundi ne remplit pas les critères exigés par l'organisation du sommet des chefs d'États prévu en octobre prochain.

Parmi les raisons invoquées figure le fait que le Burundi ne dispose pas d'un parc automobile suffisant pour assurer le transport des hôtes de marque dont des chefs d'États. Une mission de vérification du Comesa envoyée à Bujumbura n'a pas pu visiter les hôtels pour constater si les chambres étaient suffisantes pour accueillir toutes les délégations. Le gouvernement n'a pas permis une telle visite alors que le pays prétendait disposer de 31 suites et de 1.000 chambres dans un périmètre sécurisé. Selon le secrétariat général du Comesa, le Burundi ne dispose pas d'autres infrastructures suffisantes dont une connexion internet fiable, ajoute SOS Medias Burundi. L'autre élément qui a milité en défaveur de la candidature du Burundi est l'absence du président de la République Pierre Nkurunziza à la réunion du bureau du secrétariat. Après le rejet de la candidature du Burundi, le sommet d'octobre se tiendra à Lusaka, la capitale zambienne. Le Burundi traverse une grave crise depuis la décision en avril 2015 de M. Nkurunziza de briguer un troisième mandat controversé, obtenu en juillet de la même année. Des manifestations avaient alors été violemment réprimées et le coup d'État manqué en mai 2015 a fait basculer le pouvoir dans une répression systématique. Les violences ont déjà fait de 500 à 2.000 morts, selon les sources (ONU et ONG), et ont poussé à l'exil plus de 425.000 Burundais. L'ONU accuse Bujumbura de graves violations des droits et craint un risque de génocide.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});